



De plus en plus, ils s'installent sans autorisation, laissant sur le carreau quelques temps après, de nombreux citoyens.

Depuis plusieurs mois, les habitants du quartier Ahala à Yaoundé, au lieu dit « Repos du chef », ont perdu le sommeil. Et pour cause. S'y est installée la Mission d'intégration et de développement pour l'Afrique (Mida). De nombreuses personnes, hommes, femmes et jeunes avec ou sans emploi, s'y sont rendus en masse pour une inscription à la formation rémunérée offerte par cette institution qui dit faire dans le secourisme pour la prévention des crises civiles et militaires tel qu'annoncé par son logo. Pour cela, il faut déboursier la modique somme de 12 500 F, et près de 13 000 F supplémentaires d'achat de documents de formation.

Après une semaine de formation, le postulant reçoit en retour 63 000 F. Pour le seul mois de février, 1 800 jeunes avaient été formés et auraient reçu plus de 2 milliards de F. L'histoire ne s'arrête pas là. La Mida offrant, par ce qu'on appelle le marketing de réseau, la possibilité à tout un chacun d'inscrire autant de personnes qu'il le désire et de gagner ainsi de l'argent au prorata du nombre de personnes inscrites, ce fut la ruée. Obligeant les autorités administratives à -enfin- voir un peu plus clair. Premier constat, cette mission n'a aucune existence légale. Ses activités ne peuvent donc être autorisées. La pertinence même de leurs missions est sujette à caution.

Convoqués par l'administration, les représentants de la Mida ne se sont pas présentés, obligeant cette dernière à instruire leur interpellation. Les financements viendraient de partenaires extérieurs prétendant vouloir aider les jeunes, à lutter contre la délinquance, la pauvreté et le grand banditisme. Le même procédé avait déjà été mis sur pied il y a quelques années pour les affaires Leadership Academy, Famm Cameroun, Fifa et bien d'autres, qui avaient connu des dénouements malheureux, et laissé sur le carreau des milliers de compatriotes qui jusqu'aujourd'hui, n'ont toujours pas recouvré leur mise.

Voilà une nouvelle affaire qui vient défrayer la chronique du volet escroquerie, avec en toile de fond, un enrichissement facile et programmé des initiateurs. Reste une interrogation à laquelle il faudra bien répondre. Comment une organisation comme celle là, a pu s'installer sans autorisation, mobiliser pendant des mois des milliers de jeunes, distribuer autant d'argent aux populations sans véritable effort de leur part au nez et à la barbe de l'administration ?

Les enquêtes en cours on l'espère, permettront de lever un pan de voile sur cette autre affaire de gros sous et relever les responsabilités des uns et des autres. Question d'envoyer, une fois pour toute, un véritable coup de semonce aux professionnels de l'enrichissement facile.

Cameroon Tribune
